

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 14 mars 2023
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIMA SOA (ex CHROMALLOY)
Avenue des Gros chevaux
95310 SAINT OUEN L'AUMONE

Référence : ud95-2023-0273
Code AIOT : 0006506103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 mars 2023 dans l'établissement REVIMA SOA (ex CHROMALLOY) implanté 13 avenue des Gros Chevaux, Z.I. du Vert Galant à SAINT OUEN L'AUMONE (95066). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite aux incendies des installations de traitement de surface PROTEC INDUSTRIE à BEZONS en mai 2021 et PERRIEN TS à GONESSE en janvier 2023, l'inspection des installations a décidé d'inspecter, en 2023, l'ensemble des installations de traitement de surface du Val d'Oise, classés sous le régime de l'enregistrement et de l'autorisation. L'objectif est de faire bénéficier les exploitants du retour d'expérience acquis par les deux accidents qui ont touché le secteur d'activité ces dernières années. L'inspection se décompose en deux thématiques : une partie prévention/protection contre le risque incendie et une seconde partie stockage/utilisation de produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIMA SOA (ex CHROMALLOY)
- 13 avenue des Gros Chevaux – Z.I. du Vert Galant - 95066 SAINT OUEN L'AUMONE
- Code AIOT : 0006506103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site REVIMA de SAINT OUEN L'AUMONE a pour principales activités la réparation par usinage et le traitement thermique de composants pour des clients dans le domaine aéronautique. Anciennement opéré par CHROMALLOY FRANCE, le site est acquis, en 2019, par le groupe REVIMA (majoritairement détenu par le fonds Ardian) dans l'objectif d'élargir son offre de réparation.

Le site industriel est installé depuis 1987 à SAINT OUEN L'AUMONE, dans le parc d'activité du Vert Galant et dispose d'un effectif de 97 personnes. Il occupe une superficie totale de 18 205 m² comportant un bâtiment couvert de 6000 m².

Le site dispose de plusieurs ateliers au sein de ce bâtiment permettant de réaliser, en différentes étapes, la réparation des pièces et composants pris en charge sur le site, à savoir :

- décapage chimique (traitement de surface par voie chimique) ;
- décapage mécanique (usinage) ;
- analyse des pièces et composants pour déterminer les traitements ultérieurs (ressuage, laser, rayons X, plasma) ;
- nettoyage par traitement thermique (fours) ;
- revêtement et assemblage des pièces (brasage, projection thermique, dépôt thermochimie) ;
- usinage de finition ;
- chaudronnerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie ;
- Produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 30 septembre 2020	Lettre préfectorale du 23 octobre 2020	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Modification de l'installation	Arrêté préfectoral du 05 avril 2016, article 1.6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Recensement des parties à Risques	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Installations électriques – conception	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Désenfumage	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Moyens de lutte incendie	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des stocks - produits dangereux	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 8	/	Sans objet
6	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 54	/	Sans objet
9	Confinement des eaux incendie	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III	/	Sans objet
10	Plan des réseaux	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 27	/	Sans objet
11	Fourniture FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31.1.a)	/	Sans objet
12	Langue FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31.5	/	Sans objet
13	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet
14	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
15	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
16	Précautions pour la protection de l'environnement FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
17	Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
18	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 6 non-conformités dont 2 pour lesquelles il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 30 septembre 2020

Référence réglementaire : Lettre du 23 octobre 2020
Thème(s) : Autre, Suites de l'inspection du 30 septembre 2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non-conformité n° 1 à l'article 6.1.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016 : l'inventaire tenu à jour par l'exploitant ne comporte pas tous les éléments attendus, et le plan général des stockages présenté par la société REVIMA n'est pas complet et n'est pas à jour par rapport aux modalités d'exploitation constatées sur le site. L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 2 mois, de remédier à cette situation en ajoutant les bacs de traitement de surface, les produits en cours d'utilisation et les déchets dangereux, et en mettant à jour le plan général des stockages. Non-conformité n° 2 à l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016 : certains produits et déchets dangereux ne disposent pas d'un étiquetage satisfaisant car absent, non-conforme aux exigences du règlement CLP ou potentiellement non-cohérent avec leur contenu. Il est demandé à la société REVIMA de finaliser la mise en place d'un étiquetage conforme aux exigences du règlement CLP pour l'ensemble de ses produits et déchets dangereux. Non-conformité n° 3 à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016 : la société REVIMA ne dispose pas d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant l'ensemble des risques recensés sur le site. L'inspection demande à l'exploitant de compléter le plan existant, sur la base des scénarios de la dernière étude des dangers. Non-conformité n° 4 à l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016 : les dispositifs d'évacuation des fumées ne disposent pas de déclencheurs automatiques. L'inspection demande à l'exploitant de compléter son système de désenfumage en munissant les exutoires de commandes automatiques, prioritairement dans l'atelier de traitement de surface, sous 6 mois. Non-conformité n° 5 à l'article 8.3.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016 : l'exploitant n'enregistre pas les agressions de la foudre. L'inspection demande à l'exploitant de remédier à cette situation, sous deux mois. Non-conformité n° 6 à l'article 8.3.5 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016 : la société REVIMA ne dispose pas d'une liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien nécessaires. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la liste exigée par son arrêté préfectoral, complète, au plus tard en janvier 2021. Non-conformité n° 7 à l'article 8.4.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016 : un stockage de soude n'est pas muni de rétention, sans qu'il soit justifié qu'il n'est pas susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.

Il est demandé à l'exploitant de remédier à cette situation, sous 1 mois.

Constats :

Non-conformité n° 1 de l'inspection du 30 septembre 2020 :

L'état des stocks fourni par l'exploitant lors de la visite du 14 mars 2023 est jugé satisfaisant pour satisfaire aux exigences réglementaires.

La non-conformité n° 1 de l'inspection du 30 septembre 2020 est donc soldée.

Non-conformité n° 2 de l'inspection du 30 septembre 2020 :

L'inspection a constaté, par sondage, que l'ensemble des produits chimiques vus sont correctement étiquetés.

La non-conformité n° 2 de l'inspection du 30 septembre 2020 est donc soldée.

Non-conformité n° 3 de l'inspection du 30 septembre 2020 :

L'exploitant a fourni le plan général des ateliers et des stockages. Néanmoins, celui-ci date de 2020 et n'est pas à jour par rapport aux évolutions récentes du site (ajout de l'atelier de chaudronnerie et de traitement au plasma).

La non-conformité n° 3 de l'inspection du 30 septembre 2020 n'est pas soldée. De ce fait, il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016.

Non-conformité n° 4 de l'inspection du 30 septembre 2020 :

L'exploitant a équipé son système de désenfumage de déclencheurs automatiques.

La non-conformité n° 4 de l'inspection du 30 septembre 2020 est donc soldée.

Non-conformité n° 5 de l'inspection du 30 septembre 2020 :

L'exploitant a transmis l'analyse du risque foudre réalisée par la société BCM FOUDRE datée du 15 juin 2016 et concluant que le site ne nécessite pas de protection contre la foudre pour les effets directs ou indirects.

La non-conformité n° 5 de l'inspection du 30 septembre 2020 est donc soldée.

Non-conformité n° 6 de l'inspection du 30 septembre 2020 :

Par courriel du 17 mars 2023, l'exploitant a transmis la liste des détecteurs, tel qu'exigé par son arrêté préfectoral d'autorisation.

La non-conformité n° 6 de l'inspection du 30 septembre 2020 est donc soldée.

Non-conformité n° 7 de l'inspection du 30 septembre 2020 :

Le stockage de soude et les produits chimiques en général sont stockés sur rétention.

La non-conformité n° 7 de l'inspection du 30 septembre 2020 est donc soldée.

Ainsi, l'ensemble des non-conformités relevées lors de l'inspection du 30 septembre 2020 sont soldées, à l'exception de la non-conformité n° 3 de l'inspection du 30 septembre 2020.

Non-conformité n° 1 : L'exploitant n'a pas mis à jour son plan général des ateliers et des stockages depuis les dernières modifications du site. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05 avril 2016, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une activité de chaudronnerie avait été installée sur le site depuis 2020 et qu'un deuxième équipement d'analyse des pièces par rayon plasma avait été rapatrié depuis un autre site du groupe. L'exploitant n'a pas informé le Préfet des modifications apportées à l'installation. Non-conformité n° 2 : L'exploitant n'a pas informé le Préfet des modifications apportées à l'installation, conformément à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral susmentionné. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un dossier de porter à connaissance afin de régulariser sa situation. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de transmettre un porter à connaissance des modifications du site dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat des stocks - produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks - produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant a fourni l'état des stocks du 14 mars 2023. L'inspection a comparé par sondage l'état des stocks fourni avec les stockages de quelques produits chimiques sur site. L'inspection n'a pas constaté d'écarts majeurs entre la situation réelle et l'état des stocks. Les ordres de grandeurs sont respectés pour les produits vérifiés par sondage. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'état des stocks est accessible à distance en cas d'incendie. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie - Locaux à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372, tels que définis à l'article 2, sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni le plan général des ateliers et des stockages daté de janvier 2019. L'inspection a constaté que ce plan n'est pas cohérent par rapport aux conditions d'exploitation car l'activité de chaudronnerie et l'activité plasma rapatriée d'un autre site du groupe n'apparaissent pas sur les plans fournis.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure (Cf point n° 1 : suites de l'inspection du 30 septembre 2020).</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 17 mars 2023, un plan à jour de l'ensemble des cuves de l'installation, mais celui-ci ne précise pas les caractéristiques techniques et chimiques des cuves. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan des cuves sur lequel figure l'ensemble des caractéristiques chimiques et techniques de celles-ci.</p> <p>Non-conformité n° 3 : L'exploitant n'a pas fourni le plan de l'ensemble des cuves de bain de traitement de l'installation auquel sont associées les caractéristiques techniques et chimiques des bains.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations électriques – conception

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuelle des installations électriques daté du 20 février 2023 et réalisé par la société APAVE. Ce rapport conclut à la présence d'un risque d'incendie et d'explosion sur le site. L'inspection a questionné l'exploitant sur sa méthode de suivi des non-conformités électriques. Celui-ci a indiqué qu'il s'attachait à résoudre l'ensemble des nouvelles non-conformités et qu'il priorisait les plus urgentes. Les non-conformités avec risque humain sont soldées le plus rapidement possible et les nouvelles non-conformités relevées ont pour objectif de résolution deux mois. Par sondage, l'inspection a vérifié sur le terrain qu'une des non-conformités indiquée comme résolue dans le suivi de l'exploitant était effectivement résolue. Le suivi semble à jour avec l'état d'avancement de résolution des non-conformités électriques. Non-conformité n° 4 : Le contrôle des installations électriques n'est pas réalisé sur l'ensemble du site et ne permet donc pas de justifier du bon état de l'ensemble de l'installation électrique conformément à l'article 17 susmentionné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : L'inspection a vérifié par sondage que les dispositifs de sécurité asservis à l'arrêt du chauffage des bains paraissent correctement entretenus et fonctionnels. L'exploitant a indiqué qu'il avait rajouté des témoins lumineux sur chaque équipement de chauffage afin de garantir la bonne coupure de ceux-ci. L'exploitant a indiqué que la vérification de ces équipements de sécurité était réalisée régulièrement. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;- à déterminer selon la nature des risques, si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuelle du système de désenfumage daté du 16 novembre 2022 et réalisé par la société SIA. Ce rapport conclut au bon fonctionnement du système de désenfumage, à l'exception d'un exutoire dans l'atelier 5 qui est indiqué comme non fonctionnel.
Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une commande manuelle de désenfumage est positionnée à proximité d'un accès et que celle-ci est accessible. L'exploitant a indiqué que le désenfumage peut se déclencher automatiquement via une cartouche de gaz.

Non-conformité n° 5 : La dernière vérification périodique du système de désenfumage ne conclut pas au bon fonctionnement de l'ensemble du système de désenfumage, conformément à l'article 13 susmentionné. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état du système de désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>a) un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>e) les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni les rapports de vérification annuelle des extincteurs datés du 08 avril 2022 et du 24 mars 2022, réalisés par la société CHUBB. Ces rapports concluent au bon état de fonctionnement des extincteurs du site.</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de vérification annuelle des RIA datés du 08 mars 2022 et du 24 mars 2022, réalisés par la société CHUBB. Le dernier rapport ne conclut pas au bon état de fonctionnement des RIA du site.</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage, que les extincteurs et les RIA sont accessibles.</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de vérification annuelle de la détection incendie datés du 24 mai 2022 et du 04 novembre 2022 réalisés par la société CHUBB. Le rapport du 04 novembre 2022 conclut au bon état de fonctionnement des équipements de détection du site.</p> <p>Non-conformité n° 6 : Le rapport de vérification périodique des RIA fourni par l'exploitant ne conclut pas au bon état de fonctionnement des RIA du site, conformément à l'article 14 susvisé. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état de ceux-ci.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, le dimensionnement dudit bassin. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : L'inspection a constaté que les organes de commande du bassin de confinement des eaux incendie peuvent être actionnés en toute circonstance : deux vannes (eaux industrielles et eaux pluviales) sont positionnées à l'extérieur du site, à proximité de l'entrée du site. L'inspection a demandé à l'exploitant de fermer la vanne des eaux industrielles afin de vérifier que celle-ci est bien actionnable. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a fourni le plan général des réseaux daté de janvier 2019. Celui-ci semble cohérent avec les éléments vus lors de la visite du site. L'exploitant a indiqué que le plan des réseaux est accessible à distance en cas d'incendie. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n° 1272/2008.
Constats : L'inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) de l'acide nitrique à 69 %. L'exploitant a été en mesure de présenter cette FDS. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : La FDS de l'acide nitrique à 69 % fournie par l'exploitant est bien rédigée en français. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : La FDS fournie par l'exploitant indique les coordonnées du fournisseur du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant utilise le produit dans les conditions indiquées comme «utilisations pertinentes» sur la FDS. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens d'extinction FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les moyens d'extinction à disposition sur site sont cohérents avec les moyens d'extinction recommandés sur la FDS du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les moyens de précautions pour la protection de l'environnement sont cohérents avec les moyens recommandés sur la FDS du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les méthodes et matériel de confinement et de nettoyage à disposition sont cohérents avec les moyens recommandés sur la FDS du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les conditions de stockage sont cohérentes avec les éléments recommandés sur la FDS du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet